Madagascar dans la tourmente
Difficile sortie de crise

Quand la crise a débuté, fin 2008, personne, simple citoyen ou analyste politique, n'a parié sur une si longue impasse politique. Le départ en exil de Marc Ravalomanana en mars 2009 a pourtant suscité un espoir que la période transitoire serait courte. Les événements de 1991 et ceux de 2001-2002 ont laissé entrevoir que le retour à l'ordre constitutionnel devrait être rapide une fois que l'opinion publique malgache ainsi que la communauté internationale valident l' « évolution de la situation sur le terrain » largement favorable à Andry Rajoelina et les leaders du « Mouvement Orange »[1].
En effet, depuis le 17 mars 2009 durant lequel le Directoire militaire institué par Marc Ravalomanana a transfert à l'ancien maire de la capitale le plein pouvoir, Madagascar a été isolé diplomatiquement. Et la situation politique intérieure est loin d'être apaisée, les manifestations quotidiennes des partisans de l'ancien Chef d'Etat ayant continué en dépit d'une répression dont l'ampleur dépasse parfois celle de l' « ancien régime »[2]. Pourtant, en deux ans, des médiations ont été menées. Celles-ci ont commencé avant même l'avènement du régime HAT[3] avec la tentative initiée par le Conseil des Eglises Chrétiennes à Madagascar, le FFKM. Rapidement, elles ont été prises en main par des médiateurs internationaux comme les Nations-Unies, l'Union Africaine ou encore la Sadc.
Plusieurs accords ont été conclus dont les plus importants restent ceux signés à Maputo. Mais ceux-ci ont échoué. Récemment, le 17 septembre 2011, une feuille de route de sortie de crise a été conclue. Mais au bout, le processus de normalisation politique semble difficile et complexe. Les « espoirs déçus » ont instillé un certain scepticisme ambiant à tel point qu'actuellement, les analystes ne veulent pas se prononcer sur la réussite de la mise en œuvre de ce plan de sortie de crise.

2009 apparait donc comme « la pire crise politique que Madagascar n'a jamais connu ». Une expression qui en dit long sur sa complexité dans la mesure où le pays est plutôt habitué à ces mouvements populaires depuis 1972. Certains ont même théorisé la « loi de dix ans » selon laquelle à chaque décennie au moins, une crise frappe le pays. L'enjeu de cet article est donc de comprendre les raisons qui rendent difficiles et aléatoires cette sortie de crise que la majorité de la population inspire.
En effet, en plus de deux ans d'impasse, la situation socioéconomique s'est fortement dégradée. En espace de quelques mois, le pays a tout simplement collectionné les « classements mondiaux » de contre-performance : la pire économie selon le magazine américain Forbes, le pire système en matière d'accès aux soins… La suspension des financements extérieurs ainsi que l'impact de la crise sur l'économique sont tels que la pauvreté, déjà très inquiétante avant, a atteint un niveau très élevé. Il en résulte une situation sociale plus qu'inquiétante dont l'aggravation de la situation sécuritaire n'est qu'une de ses expressions.

Plusieurs hypothèses peuvent être émises pour expliquer cette persistance de la crise. Parmi elles, une des plus séduisantes est sans doute la nature même du mouvement populaire de 2009. Celui-ci, contrairement à ceux qui lui ont précédé, peut être en effet qualifié de « mouvement populaire minoritaire ». Minoritaire dans deux sens, d'abord en terme de mobilisation et ensuite en terme d'adhésion des différentes classes sociales.

L'autre explication possible est relative au rapport des forces entre les entités politiques antagonistes. Celui-ci s'avère être un rapport entre « faibles ». Cela empêche les partisans du régime transitoire de s'imposer seuls alors que l'opposition, également faible, n'est pas en mesure d'inquiéter les dirigeants.
Enfin, la troisième hypothèse est liée à la nature des médiations qui ont été menées dans le pays. Aussi bien dans leur version nationale qu'internationale, celles-ci ont non seulement commis des lourdes « erreurs » d'appréciations (notamment en ce qui concerne l'évolution de l'échiquier politique) mais elles se sont également embourbées dans une crise où ses actions ont été tout simplement minées par des prises de positions partisanes. En perdant leur « neutralité », elles n'ont fait qu'amplifier une crise déjà grave. Ces hypothèses constituent les parties de cette étude.

I- Un « mouvement populaire minoritaire »[4]

Durant les quelques mois de manifestation de rue, le mouvement initié par le maire de la capitale, au plus fort de l'affluence, n'a rassemblé qu'un peu plus de 200.000 personnes. Pourtant en 1991, le « Hery Velona »[5] a pu s'appuyer sur un mouvement de masse qui a atteint parfois le million de personnes. De même, lors des manifestations de 2001, Marc Ravalomanana a pu rassembler derrière lui un demi-million de personnes. A cette échelle, la mobilisation populaire, quoique importante, reste limitée.
L'autre différence entre les grèves de 2009 avec ses précédentes est que les premières ont surtout mobilisé une partie des classes sociales tananariviennes. En effet, Andry Rajeolina a pu attirer à sa cause, cette partie de la population qualifiée de « populaire » issue en majorité des « bas quartiers » de la ville où règne la pauvreté. Quant aux mouvements de 1991 et 2001, ils sont « interclasses » même si celui qui a permis à Marc Ravalomanana de monter au pouvoir a été considéré comme celui de la « classe moyenne ».

a- Mobilisation en dent de scie

Les mauvaises relations entre Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana datent d'avant l'élection du premier comme premier magistrat de la capitale, en décembre 2007. Elles sont consécutives à une rivalité entre les sociétés appartenant aux deux hommes sur le marché de panneaux publicitaires à Antananarivo[6]. La décision de l'actuel Président de la HAT de se porter candidat à la mairie de la capitale s'explique alors par sa volonté de protéger ses intérêts commerciaux[7]. Seulement, l'élection de celui-ci ne fait qu'aggraver leurs relations d'autant que le Chef d'Etat a décidé d'étouffer les actions du maire à la tête de la ville.
Entre temps, le régime Ravalomanana a commencé à s'affaiblir. D'autant qu'il a pris une dérive autoritaire au moment même où la situation socioéconomique s'est dégradée en dépit d'une croissance économique attestée[8]. Les grands projets miniers ont certes apporté un certain dynamisme dans l'économie. Seulement, en sept ans de pouvoir, Marc Ravalomanana n'a pas pu faire reculer la pauvreté. L'augmentation des salaires n'ayant pas pu enrayer les effets de la dépréciation de la monnaie et de l'augmentation des prix des produits de première nécessite et en particulier le riz, l'aliment de base de la population.
La disparité de la redistribution des richesses profite alors à une minorité alors que la pauvreté ne cesse d'augmenter dans les quartiers économiquement vulnérables. Andry

Rajoelina y trouve alors un vivier de partisans qui seront sensibles à son appel contre Marc Ravalomanana.
L'histoire retiendra que trois événements peuvent être considérés comme les déclencheurs du mouvement populaire de 2009. Il s'agit de l'affaire de vente de 1,3 millions d'hectares de terre à la société sud-coréenne Daewoo, de l'affaire d'achat du deuxième avion présidentiel, Air Force Two, pour 60 millions de dollar et enfin la fermeture de la chaîne de télévision, Viva TV, appartenant au maire après la diffusion d'une interview de l'ancien Chef d'Etat Didier Ratsiraka.

Certes, durant les sept années de pouvoir de Marc Ravalomanana, une opposition a existé. Mais celle-ci est non seulement atomisée en divers groupuscules politiques électoralement insignifiants, elle souffre également d'un mis à l'écart systématique dans le processus de gestion de l'Etat. Une situation qui s'explique largement par la conception traditionnelle du politique dans laquelle toute opposition au régime est diabolisée car ne devrait pas avoir une quelconque place[9].
Cette opposition, incarnée par plusieurs personnalités politiques dont les concurrents de Marc Ravalomanana lors des élections présidentielles de 2006, a alors trouvé en Andry Rajoelina une figure charismatique pouvant s'opposer au tout puissant pouvoir Tim-Tiko. Suite à la fermeture de sa station de télévision, le maire de la capitale, qui entre temps a reçu le soutien des leaders de l'opposition, lance alors un « ultimatum » à Marc Ravalomanana pour qu'il ouvre tous les médias fermés par l'Etat ainsi que l'ouverture des chaines publiques à l'opposition. Il est fixé au 13 janvier 2009. Devant l'inflexibilité du régime, Andry Rajoelina appelle à une forte mobilisation pour le 17 janvier pour l'inauguration de la « Place de la Démocratie » sise au jardin public d'Ambohijatovo.
Cette première mobilisation a été une « réussite » si on considère la période 2002-2009. Enfin une figure de l'opposition a pu rassembler une foule immense évaluée entre 15.000 et 25.000 personnes. C'est un « bon début » pour un mouvement populaire mais ce chiffre sera rarement atteint et dépassé durant la plupart des journées de grève générale qui s'en suivront. Quant à Andry Rajoelina, il a profité de cette première mobilisation pour lancer un nouvel ultimatum pour demander la démission de certains ministres et dénoncer les pratiques autoritaires du pouvoir Ravalomanana.
Le 24 janvier 2009, la mobilisation semble avoir pris une certaine ampleur. Les chiffres évoqués à l'époque se situent entre 20 à 50.000 manifestants. Dans une ville de plus de deux millions, cette fourchette montre que la mobilisation reste plus que militée. Ceux-ci représentent autour de 2% de la population, un peu moins de 20% des électeurs qui ont voté lors municipales de 2007[10] mais plus de 30% si on les compare au nombre d'électeurs ayant votés pour Andry Rajoelina (170.281)[11].
Deux jours plus tard, les manifestations ont pris une tournure violente quand la foule, devenue incontrôlable et sous la houlette de quelques bandes organisées, incendie le siège de la télévision et de la radio nationales. Commencent alors les pillages suivis d'incendie des entreprises appartenant au Chef d'Etat (MBS, Tiko, Magro…). Durant quelques jours, la capitale était complètement dans l'anarchie et livrée aux pilleurs, un phénomène qui s'est vite étendu dans les autres régions du pays mais à moindre ampleur. Durant ces journées d'émeutes, la mobilisation est difficile à évaluer. Mais il est certain qu'elle n'a pas dépassé le chiffre de 50.000 manifestants.
Néanmoins, la situation politique continue de se dégrader, d'autant que le « Lundi noir » (26 janvier 2009) suivi du « Mardi noir » ont fait plusieurs morts[12]. Elle s'aggrave encore quand

le 31 janvier 2009, Andry Rajoelina s'autoproclame Président de la Haute Autorité de la Transition ayant fonction de Chef d'Etat. Cette dégradation atteint alors son point d'orgue le 7 février quand le Président de la HAT décide, avec son « Premier ministre », Monja Roindefo, de marcher sur le palais présidentiel d'Ambohitsorohitra. La garde présidentielle ouvre alors le feu provoquant la mort d'une trentaine de manifestants. C'est la « rupture », les jours de Marc Ravalomanana à la tête de l'Etat sont désormais comptés. Seulement, ces événements, au lieu de renforcer la mobilisation, marque également l'essoufflement de la « Révolution Orange ».

En effet, la décision de rallier à pieds le palais présidentiel semble avoir été prise pour rameuter les manifestants dont le nombre diminue de jour en jour depuis les violences de fin de janvier. Sans réelle stratégie, l'équipe dirigeante du mouvement n'arrive plus à drainer une foule nombreuse. D'autant qu'Andy Rajoelina et ses conseillers montrent beaucoup d'hésitation dans les décisions qu'ils prennent. Ainsi, la nomination du Premier ministre, toujours annoncé, a été reportée plusieurs fois, du même que celle des membres du gouvernement. Parallèlement, la force de sécurité et notamment l'Emmo-Nat[13] mènent une dure répression.
Ces dynamiques ont eu pour conséquence une nette diminution du nombre de manifestants. Pendant plusieurs jours, la mobilisation sur la « Place du 13 Mai »[14] a du mal à rallier 3.000 manifestants. L'absence d'Andry Rajoelina durant certains jours de manifestation a encore renforcé cet essoufflement[15]. Un moment, plusieurs analystes ont même parié sur la fin du mouvement. Dans certains cercles tananariviens, des informations circulent selon lesquelles le maire aurait quitté le pays pour un exil français.

Durant trois mois de mobilisation, le mouvement populaire initié par le maire de la capitale a eu donc du mal à rallier une foule immense comme c'était le cas lors des crises de 1991 et 2001. En 1991, le nombre moyen des manifestants était de plusieurs centaines de milliers. La presse nationale et internationale évoquait même le chiffre d'un demi-million de personnes lors de la marche meurtrière en direction du palais présidentiel le 10 août 1991. Au plus fort de la mobilisation sur la « Place du 13 Mai », le chiffre d'un million de manifestants dans la rue a été avancé sans que les observateurs le jugent exagéré. En 2002, la mobilisation est également importante et plusieurs fois le nombre de manifestants ont dépassé largement les centaines de milliers de manifestants.
Bien attendu, la crise de 2009 fait pale figure comparée à deux mouvements qui lui précèdent, du moins en terme de mobilisation. Cela est d'autant plus flagrant que dès les premières mobilisations des partisans de Marc Ravalomanana après l'avènement du pouvoir HAT, le nombre des manifestants est conséquent. Comme Andry Rajoelina au début de l'année 2009, les « légalistes »[16] ont aisément pu remplir la « Place de la Démocratie » à Ambohijatovo. Et contrairement aux mobilisations en dent de scie du mouvement Orange, celles des « légalistes » ont rameuté un nombre des manifestants assez élevé pendant plusieurs semaines. Il a fallu une répression aussi sévère que celle menée jadis par Marc Ravalomanana, l'interdiction de manifestation dans les lieux publics et le confinement de mobilisation dans des « lieux privés » comme dans l'enceinte du Magro à Ankorondrano puis à Behoririka ainsi que l'enlisement du mouvement de protestation anti-HAT pour que l'ampleur de la mobilisation des pro-Ravalomanana s'essouffle. D'ailleurs, durant presque deux ans et six mois, ces derniers n'ont cessé leur manifestation quotidienne dans la capitale[17].

Entre temps, l' « évolution de la situation sur le terrain » a permis au régime transitoire de mettre la main sur la gestion du pays. Andry Rajoelina a eu donc le temps de consolider sa base dans les différentes régions du pays où, d'ailleurs, sa formation politique, le TGV, s'est largement implantée. Durant ses déplacements, le Président de la HAT a pu ainsi rameuter une foule nombreuse comme avant lui tout autre Chef d'Etat. Dans la capitale, il dispose également d'un capital de sympathie non négligeable comme en témoigne la « forte mobilisation » de ses partisans lors de ses voyages à l'étranger. La dernière en date est celle organisée lors de son arrivée à Madagascar au lendemain de son discours devant l'assemblée générale des Nations-Unies en septembre 2011.
Seulement, les partisans de l'ancien Chef d'Etat qui vit aujourd'hui en exil en Afrique du Sud restent également nombreux. La preuve en est leur forte mobilisation le 19 février 2011 quand celui-ci annonce son retour au pays pour cette date[18].

Ces différents constats laissent donc apparaitre que le mouvement populaire initié par Andry Rajoelina est loin d'avoir bénéficié d'une adhésion populaire massive. Cela se vérifie, semble-t-il, durant les quelques mois de mobilisation des partisans de l'ancien maire de la capitale. Cela reste également vrai après deux années de pouvoir HAT.
Si Zafy Albert a contraint Didier Ratsiraka à un premier exil en France après le mouvement de 1991, c'est que ce dernier ne disposait plus d'un soutien populaire conséquent. De même, en 2002, Marc Ravalomanana a rapidement pu écarter son adversaire, le même Didier Ratsiraka, car une majorité de la population l'a soutenu. Dans les deux cas, la communauté internationale, respectant largement l' « évolution de la situation sur le terrain », a décidé de reconnaitre ces régimes car elle a compris qu'il s'agit des mouvements de fonds et que la population, dans sa majorité, est du côté de ceux qui ont initié les mobilisations populaires.
Cela n'est pas le cas pour la crise de 2009. Andry Rajoelina ne semble pas, en effet, bénéficier du soutien de la majorité de la population, du moins d'une manière évidente et claire. Son principal adversaire, Marc Ravalomanana, a plusieurs fois démontré que lui aussi dispose d'un vaste soutien populaire et cela en dépit de la déception dont il est l'objet après son premier mandat présidentiel.
Face à cette configuration politique, il est donc difficile pour l'actuel pouvoir HAT de s'imposer seul à la tête de l'Etat. Cela l'empêche également de convaincre la communauté internationale de valider le changement de régime à son avantage. D'autant que cette dernière estime que l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina n'a été possible que suite au « putsch » perpétré par une partie de l'armée symbolisé par la « mutinerie » du CAPSAT[19].
Cet équilibre du pouvoir annihile l'effet du principe de l' « évolution de la situation sur le terrain » favorable à Andry Rajoelina et explique la persistance de la crise. Ce dernier ainsi que ses partisans voulant à tout prix écarter l'ancien Chef d'Etat mais sont dans l'impossibilité d'y parvenir tant que celui-ci dispose encore des partisans au nombre non négligeable et sans doute égale sinon, selon certaines sources, supérieur à celui du régime HAT[20]. D'où cette ferme opposition de ce dernier à l'éventualité du retour de Marc Ravalomanana au pays en dépit des dispositions inscrites dans la feuille de route de sortie de crise signée le 17 septembre 2011.
La « Révolution Orange » est d'autant plus « minoritaire » que contrairement aux mouvements populaires de 1991 et 2002, elle reste essentiellement tananarivienne avec une base sociale jugée trop « populaire ».

b- Le phénomène « Foza orana »[21]

Les deux journées du 26 et 27 janvier 2011 baptisées « lundi noir » et « mardi noir » ont été sans précédentes dans l'histoire politique malgache postcoloniale. Si la « Révolution Orange » a bénéficié encore d'une certaine sympathie dans les différentes classes sociales tananariviennes, elle en a beaucoup perdue au lendemain des actes de pillages d'une rare violence qui ont secoués la capitale. D'autant que quelques jours auparavant apparait le phénomène de « barrages », système de « vigilance populaire » permettant de contrôler les accès dans les quartiers. Celui-ci touche presque exclusivement les quartiers populaires de la capitale. Rapidement, des dérapages sont constatés. Les agressions ainsi que les violences gratuites se multiplient[22]. Rapidement, la « Révolution Orange » est assimilée à un mouvement de la classe pauvre, les « laissés pour compte » du régime Ravalomanana, celle dont la croissance économique a tout simplement ignoré.
Les deux jours de pillage dans la capitale renforcent encore cette impression. Outre les sociétés appartenant au Chef d'Etat, les supermarchés de la capitale ont été parmi les principales cibles des pilleurs : la galerie marchande Zoom d'Ankorondrano a été vandalisée et ses magasins vidés, les magasins d'électronique d'Analakely comme ceux de Behoririka ont été également pillés en toute impunité et bien attendu les marchandises des établissements Magro vidés. Dans une ville où la question identitaire reste forte, ce phénomène a été analysé comme une lutte des classes. Les lundi et mardi noirs sont ainsi considérés comme la revanche non seulement des pauvres sur les riches mais celle des descendants d'esclaves et des « mainty » des bas quartiers aux nobles[23].

La sociologie des manifestants durant les trois mois de mobilisation renforce encore cette idée de « classe contre classe ». Certes, Andry Rajoelina, comme Marc Ravalomanana par ailleurs, est issu d'une classe sociale autre que celle des habitants des bas quartiers de la capitale. Il est plutôt connu comme un jeune qui a connu le même « succès story » que le Chef d'Etat. Ancien DJ, il s'était lancé, avec un certain succès, dans l'organisation des spectacles grandioses avec des artistes locaux ou/et internationaux. Seulement, même ces fêtes comme les grands concerts baptisés « Live » n'étaient pas accessibles à cette frange pauvre de la population tananarivienne.
Quand il était à la tête d'Injet et s'était lancé dans le monde médiatique avec la radio et la télévision Viva, ses succès restent modestes, modestes par rapport à ceux de Marc Ravalomanana. Ce dernier, avant de briguer la mairie de la capitale et la présidence de la République était déjà un entrepreneur confirmé. Parti de rien, il incarne le mieux le « self made man », du moins avant son second mandat à la tête de l'Etat.
Quoi qu'il en soit, l'alliance entre le « snob » Andry Rajoelina et les classes pauvres de la capitale dans une lutte contre Marc Ravalomanana est réelle. Elle trouve ses explications dans la nature et l'évolution du régime du « laitier de Merinkasinina ».
Il y a cet « espoir déçu » d'une population qui a cru dans la capacité de l'ancien Chef d'Etat pour la sortir de la pauvreté. Les « bas quartiers » ont vu en Marc Ravalomanana un homme qui était comme eux un moment de sa vie et qui a su s'en sortir. Ils voulaient alors qu'on leur offre cette « solution miracle ». Or, en sept ans de pouvoir, ils ont plutôt constaté la prospérité des affaires du Chef d'Etat alors que leur niveau de vie se dégrade. Ils ont alors transféré leur espoir sur un Andry Rajoelina qui semble avoir le même profil que Marc Ravalomanana mais dont l'ascension, en tant qu'entrepreneur et en tant qu'homme

politique, est victime de la « cupidité » du Chef d'Etat. Entre victimes, une certaine solidarité s'est nouée.
Seulement, en s'appuyant sur cette classe populaire de la capitale, Andry Rajoelina n'a pas pu rallier à sa cause la majorité de la classe moyenne tananarivienne horrifiée sans doute par l'extrême violence des manifestations à la fin du mois de janvier et début février. Une partie importante constituera le fer de lance du « mouvement légaliste » anti-HAT au moment de l'accession d'Andry Rajoelina à la tête de l'Etat. Elle sera également rejointe par une partie des fonctionnaires.
En effet, contrairement aux mobilisations de 1991 et de 2002, celle de 2009 n'a pas eu un succès, pourtant attendu, chez les agents de l'Etat. Cela explique largement pourquoi l'administration a pu fonctionner tant bien que mal même au plus fort du mouvement de contestation. C'est une des raisons qui permet également de comprendre l'échec des « prises de ministères »[24]. Il a fallu donc qu'Andry Rajoelina, soutenu par l'armée, accède à la Président de la HAT pour qu'il ait enfin la haute main sur l'administration. Mais cela n'a pas empêché ses agents, du moins une partie, de rejoindre la « Place de la Démocratie » à Ambohijatovo puis l'enceinte du Magro à Ankorondrano durant leur pause-déjeuner.

Alors que les partisans de Didier Ratsiraka en 1991 et 2002 se sont retirés de la scène politique, du moins momentanément, après le départ en exil de celui-ci, ceux de Marc Ravalomanana ont préféré battre les pavés de la capitale. En dépit des interdictions de manifestation, des arrestations des leaders ou encore de la répression des forces de sécurité, ils ont tout simplement battu un record à Madagascar en faisant durer leur mouvement durant plus de deux ans. Certes, au fur et à mesure que le temps passe, les « légalistes »[25] ont vu leur nombre fortement diminué. Cela n'enlève en rien la détermination d'un noyau des manifestants qui ont toujours continué la lutte.
Une telle « longévité » interpelle dans la mesure où elle est inédite dans les conflits politiques à Madagascar. Une des raisons est à trouver dans les discours jugés discriminatoires que tienne le Président de la HAT. En effet, Andry Rajoelina, tout en insistant sur la nécessité de l'unité nationale notamment après les sanctions internationales contre le régime, a beaucoup joué sur le registre de la « division ». Dans une société très marquée par des valeurs gérontocratiques, les discours du numéro un de la transition sur la promotion des jeunes dans la gestion du pays ont du mal à passer. Quant il a déclaré en février 2011 à Vohipeno que « même si votre dirigeant est jeune, il a fait preuve de sagesse. Ce que je voudrais dire aux "raiamandreny" est simple. Place aux jeunes. Ils devraient donner leur bénédiction à leur fils mais non plus s'y opposer », Andry Rajoelina a choqué.

Dans une société où l'âge détermine encore la place de chaque individu, l'ancien maire de la capitale n'a pas été compris par l'élite traditionnelle et en particulier celle des régions côtières. D'autant que la mobilisation de 2009 est essentiellement tananarivienne.
Il est vrai que les « quartiers côtiers » de la capitale (67ha, Ambohipo…) ont largement soutenu le mouvement de protestation. Mais cela a été insuffisant pour permettre à ce dernier de se « nationaliser ». En dehors des actes de pillages qui ont fait écho à ceux d'Antananarivo à la fin de mois de juin 2009, les régions n'ont pas vraiment bougé, contrairement en 1991 et en 2002.
Deux explications pourraient être avancées. D'abord, parce que l' « élite côtière » de la capitale n'a pas finalement réussi à mobiliser leurs régions en usant la vielle stratégie de la « cause côtière ». Or, la « diaspora côtière » qui a largement soutenu Andry Rajoelina n'était

pas en mesure de jouer leur rôle de relai. Il en résulte une absence de cadre pour un mouvement qui a eu du mal à s'étendre géographiquement.
La seconde explication est inhérente aux personnalités même de deux principaux protagonistes de la crise. Dans la mesure où celle-ci met en prise deux originaires de l'Imerina, une partie importante de la population « côtière » n'a pas trouvé les raisons de soutenir un camp contre un autre. C'est sans doute l'une des raisons qui ont poussé le Président de la HAT à attendre la fin du mois de mars 2009 pour faire sa première sortie « officielle » en région. Il a donc attendu que les différentes institutions de la République reconnaissent son statut de Chef d'Etat, après son prestation de serment, avant d'entamer des tournées régionales.

Antananarivo a toujours tenu et tient encore une place prépondérante dans la vie politique malgache. Le mouvement de 2009 l'a encore démontré, d'autant que les campagnes n'ont pas participé à la manifestation. Il n'en demeure pas moins que la mobilisation initiée par Andry Rajoelina, contrairement à celle de 1991 et de 2002, reste essentiellement tananarivienne et n'a pas bénéficié du soutien de l'ensemble des couches sociales. Elle n'a pas donc atteint un « seul critique » qui lui aurait permis de s'imposer. Seule la faiblesse de ses adversaires lui permet ainsi de se maintenir. Mais cela rend la résolution de la crise politique difficile et explique largement son enlisement.

II- Rapport de force entre « faibles »

Le 8 mars 2009, le rapport des forces entre Marc Ravalomanana et Andry Rajoelina bascule en faveur de ce dernier : la « rupture » vient de l'initiative d'un groupe de militaires du Capsat. Quelques jours plus tard, le Chef d'Etat démissionne et mis en place un Directoire militaire qui a transféré son pouvoir à l'ancien maire de la capitale. Le pays bascule dans la transition. Seulement, la crise s'enlise. Les formations politiques qui ont hérité le pouvoir ne sont pas en mesure de s'imposer en dépit du « soutien » de l'armée. La principale raison est justement leur faiblesse. Comme l'opposition, elles sont également fortement divisées.

a- L'implication de l'armée

Dans la vie politique malgache postcoloniale, l'armée a joué un rôle important à partir du mouvement populaire de 1972. « L'armée fut au cœur des luttes de pouvoir à partir de1972 et nous assisterons, petit à petit, à une militarisation du système politique malgache »[26]. Cependant, à Madagascar elle « se définit comme légaliste » et se dit « au service de l'État et garante de l'unité nationale ». « Elle n'est pas un va-t-en-guerre et constitue un rempart pour défendre l'intérêt supérieur de la Nation »[27].
Durant les crises qui ont affecté le pays avant celle de 2009, elle était présente notamment dans la stabilisation des institutions de la République. Elle a pris le pouvoir laissé vacant par le Président Tsiranana en 1972 et durant la première période de transition que le pays a connu (1972-1975), les officiers ont présidé au destin du pays. D'ailleurs, c'est l'un d'entre eux, le capitaine de frégate Didier Ratsiraka, qui a fondé la deuxième République. Il restera au pouvoir durant 16 ans.
Lors de la crise de 1991, les forces armées ont été de nouveau sollicitées pour empêcher une longue crise à Madagascar et jouer les médiateurs au même titre que la société civile dont le

FFKM. Sans leur pression, la Convention de Panorama, le principal accord qui a permis de débloquer la situation, ne sera jamais signée[28]. Il n'en demeure pas moins que la crise de 2002 a constitué une véritable « rupture » dans l'implication des militaires dans la vie politique. Elle a, en effet, provoqué par une forte division de l'armée dont une partie était restée fidèle à l'Amiral Didier Ratsiraka alors que l'autre, appuyée par les « réservistes », s'est mise au service du nouveau Chef d'Etat, Marc Ravalomanana. Il en résulte une véritable guerre civile inédite dans le pays. Les « campagnes militaires » comme on le voit dans les guerres civiles sur le continent africain ou ailleurs ont été organisées[29]. Et comme au temps de la conquête coloniale, la « pacification » a emprunté les mêmes axes que les troupes coloniales du Général Gallieni. Le départ en exil de Didier Ratsiraka, le 5 juillet 2002, marque non seulement sa défaite politique mais surtout sa défaite militaire. Mais depuis, les forces armées sont restées divisées, une situation qui explique largement le « putsch de 2009 ».

Suite à une couverture médiatique permanente, on connait mieux l'accession d'Andry Rajoelina à la tête de l'Etat. Vers le mi-février 2009, le régime Ravalomanana a décidé de durcir la répression contre les manifestations. Les forces de sécurité, l'Emmo-nat, quadrillent alors la capitale, dispersent les manifestants et procèdent à des arrestations souvent aveugles. Le Chef d'Etat veut restaurer l'ordre pour convaincre les inspecteurs de l'Union africaine que la situation est sous contrôle et que le pays peut organiser dans des bonnes conditions le sommet de l'organisation panafricaine prévu se tenir dans le pays.
Seulement, le 8 mars, des éléments du Capsat décident d'entrer en mutinerie. Ils évoquent au moins deux raisons. D'abord, ils dénoncent l'utilisation jugée abusive des forces pour mater une mobilisation « pacifique ». Ensuite, ils rejettent le recours, par le régime, aux services des « mercenaires étrangers »[30]. Prenant prétexte d'une attaque éminente du camp Capsat par la garde présidentielle, les mutins installent des barrages routiers sur l'axe de la sortie sud de la capitale. Rapidement le mouvement prend de l'ampleur avec le ralliement des « colonels » des différentes casernes de la capitale. Les militaires obligent alors le ministre des Forces armées à démissionner le 10 mars 2009. Même si ceux-ci s'avèrent peu nombreux, ils ont bénéficié de l'absence de réaction du reste de l'armée. En fait, depuis plusieurs années, le divorce a été consommé entre cette dernière et Marc Ravalomanana.
Le malaise entre le Président et l'armée date de la crise de 2002. Le conflit qui a opposé le premier à Didier Ratsiraka a en effet provoqué une division amplifiée par des fortes rancœurs. On le sait, le Capsat abrite de nombreux anciens éléments de la garde présidentielle au service de l'Amiral lors de son retour au pouvoir en 1997. Fidèles parmi les fidèles à l'ancien Chef d'Etat, ils ont voulu prendre afin leur revanche. Ils ont ainsi profité des « maladresses » de Marc Ravalomanana envers la Grande Muette durant son mandat.
En effet, le Chef d'Etat a eu peu d'estime pour les militaires. Il n'a pas pu s'empêcher de déclarer publiquement que l'armée n'est pas une institution indispensable, le pays n'étant pas menacé par une invasion étrangère, et le juge budgétivore. Mais il ne s'agit pas de simple discours. Le régime a en effet décidé de bloquer la promotion de certains officiers au bénéfice de certains d'autres considérés comme parmi ses proches. D'ailleurs, il a bouleversé la hiérarchie militaire en offrant des postes hauts placés à des « promotions cadettes » de l'Académie militaire. Plus grave, il a annoncé sa volonté de fermer cette dernière. Or, les officiers utilisent cette institution comme un moyen permettant à leurs enfants de s'insérer dans la vie active. Et dans un contexte socioéconomique difficile très défavorable aux jeunes, l'éventualité de la fermeture de l'Académie d'Antsiraka a provoqué une véritable levée des boucliers dans les rangs des officiers. Ce malaise explique largement

pourquoi l'armée n'a pas bougé au moment où leurs frères d'armes du Capsat entrent en mutinerie.
A partir du moment où le rapport de force a changé en faveur d'Andry Rajoelina suite à la mutinerie du Capsat, les événements se précipitent. Le 17 mars, le Chef d'Etat remet le pouvoir à un Directoire militaire. Mais celui-ci ne le conservera pas longtemps. Les trois hauts gradés ont été tout simplement contraints par les armes de le céder à Andry Rajoelina lors du fameux « coup de l'Episcopat » où des diplomates ont été pourtant présents[31]. La nuit même, ils ont dû rédiger une autre ordonnance « légalisant » la prise du pouvoir par Andry Rajoelina. Celui-ci prête alors serment le 21 mars 2009 officialisant son statut du Président de la HAT. Au même moment, les partisans de Marc Ravalomanana débute leur mouvement de contestation anti-HAT. Il dura plus de deux ans et demi.

L'implication des forces armées a été donc décisive pour l'avènement de la Transition. Elle devient ainsi le véritable rempart permettant au régime de résister aux assauts des pro-Ravalomanana, y compris de la part de certains officiers qui ont été à l'origine des mutineries de la FIGN et de la BANI en 2010[32]. Seulement, ces événements montrent que l'armée reste divisée. Ainsi, on comprend pourquoi le régime transitoire a eu des énormes difficultés pour s'imposer seul dans la gestion de l'Etat. Néanmoins, l'armée a évité au mouvement Orange au pouvoir de tomber même au plus fort des mobilisations des partisans de l'ancien Chef d'Etat. Cet « équilibre précaire » entre les anti et les pro-HAT, expression d'un rapport de force entre « faibles », ne permet pas à aucun de deux camps de s'imposer seul sur l'échiquier politique, une perspective qui aurait hâté la fin de la crise. Il contribue ainsi à l'enlisement de l'impasse politique, d'autant que les vainqueurs s'affaiblissent rapidement, victimes des fortes divisions marqué par un phénomène de décomposition/recomposition de l'échiquier politique.

b- Echiquier politique en perpétuel changement

Le mouvement Orange était hétéroclite. Seule l'opposition au régime Ravalomanana maintient leur « union » durant le temps de la mobilisation. Même la personnalité d'Andry Rajoelina ne permet pas aux entités politiques qui le composaient de conserver leur alliance au moment où ils sont appelés à gérer l'Etat.
En effet, les entités et les personnalités politiques ayant organisées le mouvement ont eu des itinéraires politiques et des objectifs différents quelquefois contradictoires. Les visions politiques ne sont pas toujours les mêmes entre les anciens « prisonniers politiques » (Pety Rakotonirina, Voninahitsy Jean-Eugène, Zakahely Boniface…), les anciens alliés de Marc Ravalomanana passés à l'opposition (Jean Lahiniriko du PSDUM[33], Avi[34]…) ou encore des anciens adversaires du Chef d'Etat (Roland Ratsiraka du MTS[35], Pierrot Rajanaonarivelo…).
Dans un premier temps, Andry Rajoelina décide de « récompenser » ses alliés en leur offrant des postes au sein de la nouvelle institution, la Haute Autorité de la Transition. Certains ont été nommés dans le premier gouvernement transitoire dirigé par Monja Roindefo dont la nomination n'a jamais été le premier choix[36].
Les premières défections à l'alliance anti-Ravalomanana se produit au début du mois d'avril 2009 quand Zafy Albert annonce sa « rupture » avec Andry Rajoelina et entre en opposition. Didier Ratsiraka, en dépit du rôle qu'il a joué dans le déclenchement du mouvement, désavoue également le Président de la HAT. La raison principale semble être une guerre de leadership, les deux anciens Chefs d'Etat ayant rejeté la décision de l'ancien maire de la

capitale de se mettre à la tête de la République. Durant plus de deux ans de transition, les relations qu'entretient Andry Rajoelina et d'autres personnalités politiques de l'opposition à Ravalomanana seront empoisonnées par la même considération. On pense notamment à la position dans la transition de Roland Ratsiraka, ancien maire de Toamasima, et qui n'a pas réellement montré une solidarité avec le leader du mouvement populaire de 2009. Plusieurs fois, il a publiquement dénoncé le régime transitoire ou du moins ses dirigeants. Lors du référendum constitutionnel organisé en novembre 2010, il a même déclaré que c'est « la pire de toutes les constitutions » que le pays n'a jamais eu. Pourtant, l'homme était vice-Président de la HAT et qu'il est une des figures importantes de l'actuel Conseil Supérieur de la Transition. Il est vrai que derrière ces divergences se trouve une rivalité dont l'enjeu est les prochaines élections présidentielles.

Justement, la principale raison de l'échec des négociations et des accords politiques pour la sortie de crise est à rechercher dans la volonté des entités politiques non seulement de conserver le pouvoir (pour la HAT) ou de le combattre (pour les anti-HAT) mais également de faire la différence au moment des élections.

Dès le début, les négociations politiques ont été parasitées par ces « considérations politiciennes ». Quand le Conseil des Eglises Chrétiennes à Madagascar, le FFKM, avec l'aide de la communauté internationale tente une réconciliation au début de la crise, les deux adversaires politiques manœuvrent en fonction de leurs intérêts du moment. « L'attitude du maire et du président changeait en fonction du rapport de force, tous deux étaient prêts à faire des concessions quand ils sentaient le vent tourner à leur défaveur. Lorsque les événements étaient à leur avantage, ils se rétractaient ou ne se présentaient pas aux rendez-vous, ce qui fait dire à certains que les deux protagonistes n'envisageaient jamais réellement d'accepter des compromis »[37]. L'autre problème est qu'aussi bien Marc Ravalomanana qu'Andry Rajoelina manœuvrent pour que les médiateurs agissent à leur avantage. On trouve ici la principale explication de l'échec de l'influent FFKM : le mouvement Orange a, en effet, pu s'appuyer sur le soutien à peine voilé de l'Eglise catholique alors que le Chef d'Etat a les protestants, du moins leur hiérarchie, derrière lui.

Quand la société civile malgache tente à son tour de trouver des solutions à l'impasse politique, les deux camps, celui de la Transition et celui de l'opposition, manœuvrent également pour que les négociations se fassent également à leur profit. Alors qu'elle est censée respecter une certaine neutralité et une certaine impartialité, elle se divise aussi suivant la ligne de fracture de la société politique. Ainsi, la Coordination Nationale des Organisations de la Société civile, la Cnosc, en dépit de la mission que lui ont conférée la médiation et la communauté internationales, tient souvent des positions largement favorables à l'opposition anti-HAT. De son côté, le régime transitoire manœuvre pour que le « Raimandreny Mijoro » ou encore le « Finona » donnent une caution aux mesures unilatérales de sortie de crise qu'il a pris. Ces deux associations ont été ainsi à l' « initiative » de la conférence nationale qui, au final, n'a pu rassembler que les entités sociales, politiques et économiques proches de la Transition.

Plus curieux, même la médiation internationale, celle conduite par la Sadc, a connu le même problème. Entre un Joaquim Chissano, dont la position est plus favorable à Marc Ravalomanana et Leonardo Simao, dont la proximité avec les entités politiques soutenant la transition, a poussé à défendre un régime mis au ban de la communauté internationale, il était illusoire de s'attendre à sortir le pays rapidement de la crise. Quelque part, c'est la conséquence logique de la division de la communauté internationale entre des pays qui

n'ont pas réellement caché leur sympathie pour Andry Rajoelina (France, Maurice, Turquie…) et ceux qui ont fait preuve d'intransigeance pour dénoncer le changement anticonstitutionnel de régime (Etats-Unis, Union africaine, Union Européenne…).

Néanmoins, si les efforts des médiateurs ont échoué, ce qu'au final, ils ont en face d'eux deux camps politiques qui s'avèrent faibles l'un et l'autre. Le régime transitoire a beau multiplié les actions pour consolider son pouvoir, il lui manque cette légitimité qui aurait pu l'aider à s'imposer. Seulement, l'opposition, formée désormais de « Trois mouvances », n'était pas en mesure de mener une offensive pouvant conduire à la chute du régime transitoire.
La communauté internationale, prenant conscience assez tôt de cette faiblesse de deux protagonistes, décide, en avril 2009, d'inclure dans les négociations politiques deux autres acteurs, Zafy Albert et Didier Ratsiraka. Argumentant que la crise de 2009 trouve une grande partie de ses origines dans celle de 2002, elle relance la carrière politique de deux anciens Chefs d'Etat. Au fond, cette décision est motivée par un souci d'arracher un « accord réellement national » dans la mesure où ni Ravalomanana ni Andry Rajoelina ne bénéficie pas d'une assise populaire et géographique conséquente. Les deux ex-Président de la République représenteraient ainsi la « population côtière » dans ce conflit entre « deux Merina ». Ils auraient donc dû jouer le rôle de facilitateurs devant canaliser les tensions afin d'arracher rapidement un consensus. Mais l'échec de la mise en œuvre des accords de Maputo et d'Addis-Abeba prouve que les jeux politiques malgaches sont plus complexes. Complexes car la configuration politique change au fur et à mesure que le régime transitoire, l'opposition ou encore la médiation tente d'initier des solutions de sortie de crise souvent « unilatérales ».

c- De l' « approche mouvance » à l' « approche plateforme »

Les premières négociations politiques sous la houlette de la communauté internationale se tiennent en avril 2009 à l'ambassade du Sénégal à Antananarivo. Pour une meilleure représentation, l'Union africaine et les Nations-Unies décident alors de mettre en place « quatre mouvances » constituées des représentants d'Andry Rajoelina et les trois derniers Chefs d'Etat. Rapidement, elles échouent. Les acteurs politiques campent en effet sur leur position et refusent d'adhérer à un schéma de sortie de crise défini par les médiateurs. D'ailleurs, les discussions ont été difficiles car ni Didier Ratsiraka ni Marc Ravalomanana n'étaient pas présents dans le pays.
Le même mois d'avril s'est créé le Groupe International de Contact sur Madagascar[38]. Une Equipe Conjointe de la médiation a été créée et a permis de relancer les négociations au mois de mai 2009. Un accord aurait pu être arraché. Il prévoit la mise en place d'un certain nombre d'institutions de la transition : une Haute autorité de la Transition, un Conseil nationale de réconciliation, un Conseil économique et social, un nouveau gouvernement, un Congrès de la transition, un Comité de réflexion sur la défense et la sécurité, une Haute cour de la Transition et une Commission électorale nationale indépendante. Seulement, ce qui aurait dû être l' « accord de Carlton » échoit, les entités politiques n'ont pas pu s'accorder sur la composition du législatif et de l'exécutif et la répartition du pouvoir entre les deux institutions et enfin sur l'amnistie. Les uns et les autres écartent en effet tout accord qui pourrait favoriser l'adversaire dans la gestion de la transition en estimant que sa présence

dans les institutions pourrait l'aider lors des futures élections. Les accords de Maputo et d'Addis-Abeba connaitront le même sort.
Le 9 août 2009, les Quatre mouvances signent en effet un accord lors d'un sommet qui s'est tenu à Maputo et sous la houlette du nouveau médiateur, Joaquim Chissano[39]. Seulement, celui-ci semble plus avantageux pour les trois mouvances anti-HAT. Andry Rajoelina et les siens, ne disposant que le quart des postes au sein de la transition, pensent, à tort ou à raison, que cet accord ne leur permet pas seulement de mieux lourd dans la gestion de la transition, il pourrait signifier leur « mort politique » au moment du retour du pays à l'ordre constitutionnel. C'est la raison pour laquelle les partisans d'Andry Rajoelina, notamment ceux qui sont regroupés au sein de la Force de changement, décident de s'opposer à l'accord. Ils contestent tout remplacement du Président et du Premier ministre et l'octroi d'une amnistie aux anciens Chef d'Etat. Le Président de la HAT en profite pour durcir sa position. En novembre 2009, la médiation internationale tente de relancer les négociations en organisant un sommet à Addis-Abeba. Un autre accord a abouti à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba à la charte de la Transition. Il s'agit en effet d'une clé de répartition des différentes institutions de la Transition. Un Conseil présidentiel est créé et dans lequel Andry Rajoelina a été expressément désigné comme le Président de la Transition et Emmanuel Rakotovahiny de la mouvance Zafy ainsi que Fetison Andrianirina de la mouvance Ravalomanana désignés comme co-Présidents. La primature revient alors à la mouvance Ratsiraka. Seulement, peu de temps après cet accord, des divergences sur les pouvoirs des uns et des autres apparaissent. Mangalaza Eugène, le Premier ministre désigné, n'a pas pu finalement mis en place son gouvernement. Andry Rajoelina en profite pour nommer unilatéralement un nouveau Premier ministre en mars 2010 en la personne de Camille Vital. Il annonce des élections critiquées par la communauté internationale et rejettées par l'opposition.

Alors que l'opposition entre dans des mobilisations anti-HAT, le régime décide de prendre des solutions devant permettre au pays de sortir de la crise. Seulement, les sanctions internationales et surtout le manque de soutien populaire conséquent ne lui permettent pas réellement de faire avancer sa cause. Il décide alors de changer la configuration politique à Madagascar en menant des négociations avec des personnalités et des entités politiques de l'opposition. L'objectif est d'isoler les trois anciens Chefs d'Etat en vidant leur base de leur substance. L' « approche mouvance » décidée dès le début par la médiation internationale fera place à l' « approche parti » du régime transitoire.
Le premier acte de cette nouvelle stratégie s'est développé au moment de la formation du second gouvernement dirigé par Monja Roidenfo en septembre 2010. Pour imposer la reconduction de son Premier Ministre, Andry Rajoelina et les siens décident en effet d'attirer quelques personnalités de l'opposition. Ils ont pu rallier à leur cause trois personnalités-clés, à savoir Alain Andriamiseza, celui qui a lancé le mouvement légaliste, Manorohanta Cécile, ancienne ministre de la Défense de Marc Ravalomanana et un proche de Ratsiraka, Alain Tehindrazanarivelo. L'idée est de faire apparaitre le gouvernement Monja II comme celui de l'union nationale et à ce titre jouerait d'une certaine légitimité. La réponse de la communauté internationale était plutôt brutale. Les dirigeants transitoires se voient sanctionner à titre personnel. La même stratégie sera rééditée lors de la mise en place de deux équipes gouvernementales dirigées par Camille Vital. Dans les deux cas, le régime transitoire n'a pas pu faire avancer sa cause et n'a bénéficié aucune reconnaissance de la communauté internationale.

Le second acte s'est développé vers le mois d'août 2010 au moment où un certain nombre d'entités politiques soutenant le Président de la HAT avec des personnalités issues de l'opposition décident de mener des négociations politiques à Antananarivo. Soutenant que seul un accord malgacho-malgache permettra au pays de sortir de l'impasse politique, elles lancent alors un dialogue politique et se sont structurée pour donner naissance à l'Espace de Concertation Politique.
Dans un premier temps, Andry Rajoelina condamne l'initiative. Mais rapidement, il a décidé de s'y associer. L'accord du 13 août 2010 prévoit alors l'organisation d'une conférence nationale, un référendum constitutionnel, des élections législatives et présidentielles, un gouvernement d'union nationale ainsi qu'un comité national pou la réconciliation. Et quand le 11 octobre 2010, les deux chambres du législatif transitoire ont été formées, plusieurs personnalités politiques issues des trois mouvances de l'opposition rejoignent la transition. Lors de la mise en place du deuxième gouvernement dirigé par Camille Vital, la même stratégie semble avoir fonctionné. Une partie des cadres de l'opposition entre dans l'exécutif.
Seulement, la crise s'enlise. Les opposants au régime transitoire n'arrêtent pas leur mouvement. Ils ont même été rejoints par une partie des alliés d'Andry Rajoelina dont l'ancien Premier ministre Monja Roindefo, « sacrifié sur l'auteur des accords de Maputo et d'Addis-Abeba » afin que le Président de la HAT conserve son pouvoir. Il n'en demeure pas moins que la stratégie des dirigeants transitoires a fini par payer. La médiation internationale a validé en effet l' « approche par partis » initiée depuis la formation de l'Escopol. Désormais, la mouvance Rajoelina, officiellement dissoute, ne se considère plus en minorité face aux trois autres mouvances. Par l' « approche parti », elle a pu multiplier ses soutiens en attirant les groupements politiques qui se sont créés à une vitesse exceptionnelle (Escopol, HPM, Arema aile-Transition, Tim Aile-Transition, Uamad, TGV, Udr-C…). En validant le statut d'acteurs politiques de même niveau que les quatre mouvances à ces entités, dépourvues souvent de base, la médiation internationale a tout simplement favorisé un basculement des rapports des forces. Désormais, dans les négociations politiques, les partisans d'Andry Rajoelina devient « majoritaires » face à l'opposition. Cela a facilité l'accord sur la feuille de route signé le 17 septembre dernier. Il est vrai que la forte implication de la Troïka de la Sadc sous la houlette du vice-ministre sud-africain en charge des Relations Internationales y est pour beaucoup.

Prologue : saut dans l'inconnu

La médiation nationale et internationale a échoué dans toutes leurs tentatives de réconcilier les acteurs politiques malgaches pour la mise en place d'une transition neutre. La configuration politique malgache subit tellement d'évolution en deux ans de crise qu'à l'heure actuelle, une majorité de la population reste sceptique quand on évoque une sortie de crise rapide. Même la troïka de la Sadc fait preuve de prudence à tel point qu'elle ne prévoit aucune élection avant la fin de l'année 2012.
La feuille de route d'Ivato est loin d'être parfaite. La plupart des observateurs estiment même que sa mise en œuvre sera plus difficile que celle des accords de Maputo. En effet, ces derniers ont prévu un retour conditionné de Marc Ravalomanana alors que la première reste encore floue sur cette question cruciale. La note explicative de l'article 20 de cet autre accord d'Ivato n'a pas permis de lever la voile. Seulement, cette question cruciale divise

encore la classe politique et constitue une des menaces sérieuses pour le processus de sortie de crise actuelle.

En outre, les calculs politiques en vue des prochaines consultations électorales parasitent toujours toutes les volontés de sortir le pays de l'impasse politique. La cohabitation entre les acteurs politiques est devenue quasiment impossible car chacun suspecte l'autre de vouloir utiliser la puissance publique pour faire la différence lors de l'avènement définitif de la IVème République. L'avenir dira si cette feuille de route, soutenue à bout de bras par la communauté internationale et sous la supervision étroite des autorités sud-africaines, empêchera Madagascar d'entrer dans un « scénario ivoirien » voire dans un « scénario somalien ».

LAHINIRIKO Denis Alexandre

---

[11] Le mouvement populaire de 2009 s'est largement inspiré de la « Révolution Orange » ukrainienne de 2004. Andry Rajoelina et ses partisans ont ainsi pris l'habitude de porter soit le tee-shirt soit l'écharpe de couleur orange. Il s'agit de montrer au monde que le mouvement s'inscrit dans le cadre de la lutte pour la démocratie et contre les manipulations électorales du temps du régime Ravalomanana. L'objectif est sans aucun doute d'attirer la sympathie des pays occidentaux qui ont largement appuyé les mouvements qui ont secoués les pays de l'ex-URSS (Révolution des Tulipes en Kirghizstan, Révolution des Roses en Géorgie, Révolution Orange en Ukraine). Sur ce point la crise de 2009 pourrait être considérée comme le remake de celle de 1991, cette dernière s'étant déclenchée dans le cadre de la « Troisième vague de démocratisation ». Voir Huntington S., *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1992.

[2] Une expression utilisée par les partisans d'Andry Rajoelina pour désigner le régime Ravalomanana. Le côté symbolique est fort. Il s'agit d'assimiler la période Ravalomanana à l'autoritarisme d'avant la Révolution de 1789 en France.

[3] Haute Autorité de la Transition. On trouve ici un autre emprunt de la crise de 1991 durant Zafy Albert et siens ont institué le HAE, Haute Autorité de l'Etat.

[4] Faute d'une évaluation précise, ces chiffres ont été fournis par les journaux de l'époque et par les témoins.

[5] « Forces vives », principale plateforme politique qui a mené les manifestations contre le régime Ratsiraka.

[6] Injet et Doma Pub appartiennent au couple Rajoelina. Ces sociétés sont en concurrence avec iMada, société appartenant à la fille du Chef d'Etat, Sarah Ravalomanana.

[7] Témoignage d'un proche d'Andry Rajoelina, 2010.

[8] Selon la Banque mondiale, entre 2001 et 2006, la croissance était de 6,3%.

[9] A Madagascar, « l'opposition souffre d'une très mauvaise image : elle représente la « force du mal » et la division partisane qui sont autant de freins au développement du pays. Dans ce cadre, chacun est appelé à être derrière ceux qui dirigent le pays et leur projet de société sous peine d'être taxé d' « ennemi de la nation » et, à ce titre, susceptible d'être poursuivi devant les tribunaux pour une ou autre affaire, d'être arrêté et emprisonné ». Lahiniriko D.A., *Elections et processus de consolidation démocratique : le cas malgache depuis 2002*, CRESOI, La Réunion, 2008.

[10] Des élections durant lesquelles Andry Rajoelina a été élu maire.

[11] Ces calculs prennent l'évaluation la plus élevée du nombre des manifestations, soit 50.000.

[12] La presse parlait alors de plus de 60 victimes. Libération.fr, 29 janvier 2009.

[13] Etat-Major Mixte Opérationnel national.

[14] Située au milieu de l'Avenue de l'Indépendance, cette place mythique est celle de tous les mouvements populaires depuis 1972.

[15] Craignant sa vie, Andry Rajoelina a un temps dû se réfugier à la Résidence de France puis à la Nonciature. Plusieurs dossiers révélés par wikileaks permettent de retrancher cet épisode.

[16] Les manifestations pro-Ravalomanana a pris la dénomination du « Mouvement légaliste » dès son commencement. En fait, il s'agit du mouvement qui dépasse les seuls partisans de l'ancien Chef d'Etat dans la mesure où ces premiers leaders, à l'exemple d'Alain Andriamiseza, réclament le retour au cadre légal et constitutionnel en matière d'alternance politique. Si la base est composée dans sa très forte majorité par des partisans de Marc Ravalomanana, les dirigeants du mouvement sont composés des personnalités issues des formations politiques autres que le TIM. Seul Raharinaivo Randrianantoandro représentait alors les cercles dirigeants de ce parti présidentiel dont il était d'ailleurs le premier président et à ce titre parmi les fondateurs.

[17] Récemment, le ministre de l'Intérieur du gouvernement démissionnaire, Florent Rakotoarisoa, au nom du principe d'apaisement exigé par la feuille de route, a interdit les manifestations quotidiennes des partisans de l'ancien Chef d'Etat dans l'enceinte du Magro Behoririka.

[18] « La grande déception des partisans de Marc Ravalomanana, samedi à Ivato, n'a pas entamé l'espoir d'un retour au pays de ce dernier pour participer à la résolution de la crise politique. La mobilisation a donné une idée de la popularité du président en exil. En face, la HAT a montré beaucoup de fébrilité malgré les fanfaronnades et la propagande d'usage ». www.madonline.com. Cette forte mobilisation a été largement reconnue par la presse nationale et internationale.

[19] Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques. Le camp Capsat se trouve à Soanierana, à la porte sud d'Antananarivo.

[20] Aucun sondage d'opinion fiable n'a été mené. Mais les analystes s'accordent à affirmer qu'entre les anti et les pro-HAT, le rapport de forces s'équilibre.

[21] C'est une espèce d'écrevisse introduite à Madagascar en 2008. Cette espèce invasive fait partie du groupe Procambarus sp. Riche en protéine et d'un goût jugé bon, cette écrevisse est fortement consommée dans les classes pauvres de la capitale car son prix est très bas. Popularisée par un artiste, lui aussi issu de ce milieu, Ramora Favori, l'expression a été utilisée par les pro-Ravalomanana pour désigner les partisans d'Andry Rajoelina dans une majorité, du moins dans la capitale, est des quartiers populaires voire populeux de la ville.

[22] Galibert Didier, « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n°113, mars 2009, p.143.

[23] *Mainty*, noirs. Un historien interviewé par le Crisis Group déclare alors que « les anciens esclaves sont devenus les rois de Tana pendant plusieurs semaines, ils se servaient dans des magasins auxquels ils n'auraient jamais eu accès ». Crisis Group, *Madagascar : sortie du cycle de crises*, Rapport Afrique de Crisis Group n°156, 18 mars 20101 p.4.

[24] Durant trois jours, les manifestants sont tentés en vain d'occuper les ministères. Le 19 février 2009, pendant plusieurs heures, ils y sont parvenus avant d'être délogés.

[25] Durant leurs manifestations, les partisans de Marc Ravalomanana se qualifient de « Légalistes ».Dès le début de leur mouvement, leurs leaders ont revendiqué le retour à la légalité constitutionnelle en ce qui concerne l'alternance du pouvoir. Ils ont ainsi demandé le retour de Marc Ravalomanana au pays, un préalable politique, pour la normalisation de la vie politique.

[26] Juvence F. Ramasy, *Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratiques ?* , Codesria, Dakar.

[27] *Ibid.*

[28] Témoignage d'un des principaux dirigeants militaires de l'époque.

[29] Des images et des films amateurs sur ces campagnes sont disponibles.

[30] Durant les campagnes de sécurisation, des étrangers ont été vu donner des « ordres » aux officiers et aux éléments de l'Emmo-nat. Les partisans d'Andry Rajoelina les ont assimilés à des « mercenaires étrangers ». Mais il s'agit plutôt des experts sud-africains présents à Madagascar pour former les éléments de forces de l'ordre dans le maintien de la paix en vue du sommet des Chefs d'Etat de l'Union Africaine. Bien attendu, ils n'auraient pas du intervenir lors des manifestations politiques.

[31] Niels Marquardt a été personnellement choqué en voyant des soldats brandir des armes en sa direction. Depuis cette date, les Américains ont qualifié de putsch le changement de régime.

[32] Force d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (Fort-Duchesne) et Base AéroNavale d'Ivato.

[33] Parti socialiste et démocratique pour l'union à Madagascar.

[34] Asa Vita no Ifampitsarana de Norbert Lala Ratsirahonana, actuel conseiller d'Andry Rajoelina.

[35] Malagasy Tonga Saina, formation créée par l'ancien maire de Toamasina.

[36] Alors que la mobilisation bat encore son plein, Andry Rajoelina a décidé de nommer un Premier ministre. Mais les « favoris » ont décliné l'offre estimant que le mouvement est trop faible pour qu'ils engagent leur avenir politique. La nomination de Monja Roindefo s'est faite donc « par défaut ». Il était le seul à vouloir relever le défi. Témoignages de plusieurs pressentis.

[37] Crisis Group, *Madagascar : sortie du cycle de crises*, Rapport Afrique de Crisis Group n°156, 18 mars 20101 p.7.

[38] Sur la demande du Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine, ce groupe se réunit pour la première fois à Addis-Abeba, le 30 avril 2009. Il est composé outre de l'Union africaine, des Nations-Unies, de la Sadc, de l'OIF, de la COI, de la Comesa, de l'Union Européenne et des pays membres pérennants du Conseil de la Sécurité de l'ONU et les pays africains qui s'y siégeaient (Libye, Burkina Fasa et Ouganda).

[39] L'accord comporte une charte de la Transition, une charte de valeurs, trois accords d'amnistie et enfin un accord politique. « Il est décidé que le gouvernement de transition sera dirigé par un Premier ministre de consensus et comprendra 28 ministres provenant des différentes mouvances. Les membres du gouvernement de transition n'ont pas le droit de se présenter aux prochaines élections, et l'ancien président Ravalomanana accepte de ne pas prendre part à la transition et de ne pas revenir au pays tout de suite en échange de la sécurisation de ses biens.280 Les quatre délégations acceptent de se retrouver pour un second tour de négociations dix jours plus tard à Maputo pour discuter de la distribution de 457 postes à pourvoir (dont 65 pour le Conseil supérieur de la transition et 258 pour le Congrès de la transition) ». Crisis Group, *Madagascar : sortie du cycle de crises*, Rapport Afrique de Crisis Group n°156, 18 mars 20101 p.28.